La CGT
des établissements
d'Enseignement supérieur
et de Recherche

Pour un Service public national d'Enseignement supérieur et de Recherche, laïque, démocratique et émancipateur

Communiqué

La CGT FERC Sup ne se rendra pas aux groupes de travail sur les « annonces gouvernementales »

2 novembre 2026

Suite à la mobilisation extrêmement massive de la jeunesse et des salariés qui dure depuis plus d'un mois et qui est durement réprimée, le gouvernement Macron-Lecornu a été obligé de faire quelques concessions annoncées le 26 octobre dernier.
Le ministre Baptiste de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, entre deux sorties pour dire à la jeunesse de rentrer dans le rang, a invité les organisations représentatives étudiantes et les organisations syndicales à participer à trois groupes de travail cette semaine :

- un groupe de travail sur les bourses sur critères sociaux, dont le périmètre est « indexation des bourses, conditions d'accès et perspectives d'évolution » ;
- un groupe de travail sur les places dans l'enseignement supérieur : « *15 000 places supplémentaires aux rentrées 2027 et 2028, dont 10 000 en BTS, 4 000 en BUT et 1 000 places universitaires accompagnant la réforme de l'accès aux études de santé* ».
- Un groupe de travail sur l'immobilier universitaire, dont le périmètre est la « *rénovation des campus et logement étudiant* » : 1 milliard € annoncé d'ici… 2029, dont seulement 200 M€ en 2027.

Mais pour la CGT FERC Sup, ces annonces restent largement insuffisantes, voir notre communiqué « Toujours des mots, rien que des maux... » : pour le bâti universitaire, on est bien loin du compte et de toutes façons, ce sont les budgets du prochain gouvernement qui seraient engagés. Concernant le nombre de place, l'annonce reste très éloignée des 150.000 places demandées par les étudiant·es et lycéen·nes pour l'Enseignement supérieur. D'autant que presque rien n'est prévu pour les universités.
Les questions de la sélection à l'entrée à l'université et des droits d'inscription restent entièrement posées.

Le gouvernement nous demande quelles priorités donner pour les ouvertures de places : ? Et quels critères pour la rénovation de bâtiments : « *sécurité, vétusté, conditions d'études, transition écologique, tensions territoriales* »… ?

Pour la CGT FERC Sup, il faut des moyens en postes de titulaires et en budgets bien plus conséquents pour ouvrir des places nécessaires et rénover le bâti universitaire. Il n'est pas question de gérer la pénurie.

De plus, la CGT FERC Sup dénonce la duplicité du gouvernement qui entend, en catimini et en toute hâte, remettre en cause le cadrage légal des conseils des universités (voir notre communiqué « La délégalisation : une nouvelle attaque contre l'enseignement supérieur public ») et attaquer le caractère national du statut de fonctionnaire d'État des personnels ITRF et de Bibliothèque (voir notre communiqué « Non à l'attaque contre les statuts des personnels ITRF et de bibliothèque ».

Par conséquent, la CGT FERC Sup ne se rendra pas à ces groupes de travail.

Les organisations de l'intersyndicale ESR CGT-FSU-FO-SUD-SNPTES « ***appellent les personnels de l'ESR à amplifier la mobilisation de ces dernières semaines en s'engageant massivement dans la grève et les manifestations le 5 novembre. Elles appellent à discuter dans les services et les établissements des suites à donner à cette journée.*** »

CGT FERC Sup - 263 rue de Paris - Case 544 - 93515 Montreuil Cédex +33 155 82 76 28 +33 149 88 07 43 ferc-sup@ferc.cgt.fr